

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Clermont-Ferrand, le 17/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GALVA METAUX

18 RUE DE CHAMBUSSIERE
ZAC Champ Lamet
63430 Pont-du-Château

Références : 20240116-RAP-63-0044-RapportInspection_Galva_metaux_2024
Code AIOT : 0005602987

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/01/2024 dans l'établissement GALVA METAUX implanté 18 RUE DE CHAMBUSSIERE ZAC Champ Lamet 63430 Pont-du-Château. L'inspection a été annoncée le 03/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite fait suite à une visite du 6 décembre 2022 qui avait mis en avant plusieurs non-conformités importantes ayant donné lieu à un arrêté de mise en demeure du 10 février 2023, pour plusieurs sujets liés à la gestion des eaux pluviales ou des eaux incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GALVA METAUX
- 18 RUE DE CHAMBUSSIERE ZAC Champ Lamet 63430 Pont-du-Château
- Code AIOT : 0005602987
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société GALVA METAUX est spécialisée dans l'activité de galvanisation (procédé consistant à recouvrir de zinc les pièces métalliques afin de leur assurer une protection contre la corrosion).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la dernière inspection,
- suivi des rejets atmosphériques,
- vérification périodique de vos équipements de protection incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant n'a engagé quasi-aucune démarche suite à la visite du 6 décembre 2022 qui avait pourtant donné lieu à une mise en demeure de régulariser plusieurs non-conformités : bassin de rétention des eaux incendie, déshuileur pour les eaux de ruissellement, réalisation d'un plan des réseaux conforme à l'état des installations. Seul un détecteur de fuite en point bas semble avoir été mis en place, toutefois, le caractère fonctionnel de ce dispositif reste à confirmer.

Il apparaît également que l'exploitant ne réalise aucun suivi des contrôles réglementaires mis en œuvre et que ce site fait l'objet de brûlages à l'air libre, sans doute de déchets, pratique

rigoureusement interdite.

En synthèse, il apparaît que l'exploitant ne maîtrise pas son arrêté préfectoral d'autorisation ainsi que les différentes contraintes réglementaires auxquelles il est soumis.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-3 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

2-3) Fiches de constats

N° 1 : Documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 2.6.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Documents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suites• date d'échéance qui a été retenue : 16/04/2023
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : -les plans tenus à jour
Constats : Pas d'évolution par rapport à la visite du 6 décembre 2022 : le plan daté de novembre 2021 comporte au moins 2 erreurs : la rampe d'accès au site (la position et l'orientation ne correspondent pas à la réalité), et un séparateur d'hydrocarbures (il est représenté sur le plan, mais n'a pas été installé).
Observations : La largeur de la rampe d'accès a été doublée côté rue des Loyes et le poteau incendie n°132 se trouve au milieu de cet accès. Celui-ci n'est toutefois plus utilisé du fait de sa pente trop importante. Les deux barrières sont fermées à demeure (mais d'après l'exploitant, peuvent être ouvertes en cas de besoin).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 90 jours

N° 2 : Isolement des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.2.4.
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/12/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2023
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur

mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : Pas d'évolution par rapport à la visite du 6 décembre 2022 : la vanne d'isolement prévue dans le dossier de demande d'autorisation n'a pas été mise en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 3 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 4.3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Séparateur d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2023
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Pas d'évolution par rapport à la visite du 6 décembre 2022 : l'exploitant indique que le séparateur d'hydrocarbures, bien que prévu dans le dossier de demande d'autorisation, reprenant une exigence du PLU (un séparateur d'hydrocarbures sera installé en aval de la collecte si la surface imperméabilisée est supérieure à 1000 m²), n'a pas été mis en place. Aucune démarche n'a été engagée pour remédier à cette non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 4 : Rétentions et confinement :

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.4.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions/Confinement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 10/08/2023
Prescription contrôlée : II. ... Les capacités de rétention de plus de 1000 L sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux....

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par un bassin d'un volume minimum de 210 m ³ .
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'un déclencheur d'alarme en point bas, a été mis en place courant 2023 au sein de la rétention des bacs de traitement. Aucun élément relatif aux tests périodiques réalisés sur ce détecteur n'a pu être produit.</p> <p>Concernant le bassin de confinement, aucun changement par rapport à la visite du 6 décembre 2022 : le bassin de 210 m³ prévu dans le dossier de demande d'autorisation, n'a pas été mis en place. Le volume de 210 m³ tient compte tenu de la surface imperméabilisée du projet de 2 100 m², pour répondre à une exigence du PLU (pour les eaux pluviales, un volume de stockage dimensionné sur la base de 450 m³/ha imperméabilisé, et un débit de rejet limité à 3 litres/seconde/hectare).</p> <p>Compte tenu de la pente du terrain naturel, ce bassin est certes difficilement réalisable à l'emplacement prévu dans le dossier, mais l'exploitant n'a engagé aucune réflexion pour répondre à cette prescription.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 5 : entreposage de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 5.1.7
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quantité maximale entreposée de déchets :</p> <p>déchets non dangereux :</p> <ul style="list-style-type: none"> -métaux : 5 tonnes -déchets industriels banals : 1 tonne <p>déchets dangereux :</p> <ul style="list-style-type: none"> -bains de dégraissage : 25 m³ -bains de décapage : 2 fois 25 m³ -bains de fluxage : 25 m³ -bains de rinçage : 2 fois 25 m³
<p>Constats :</p> <p>Les bains n'ont pas été renouvelés depuis la mise en service des installations.</p> <p>Présence d'une benne de ferrailles et de quelques bidons de 250 litres contenant des déchets d'écémage du bain de galvanisation (mélange de zinc et d'une phase minérale), en attente de valorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vérifications périodiques des équipements de protection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 8.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, protection incendie
Prescription contrôlée :

<p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les extincteurs et systèmes de désenfumage sont contrôlés par la société Extincteur Sécurité Incendie (Chatelguyon). Vue une facture établie le 20 déc. 2023. L'exploitant ne sait pas si son établissement dispose ou pas d'une détection incendie. D'après le dossier initial, ce n'est pas le cas. Les installations électriques sont contrôlées par la société Socotec (dernière prestation du 30 janvier 2023).</p> <p>L'exploitant ne tient aucun registre des non-conformités identifiées et s'en remet à ses prestataires pour le traitement des remises en conformité, sans contrôle ni suivi de sa part quant à la bonne réalisation des opérations requises.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 90 jours

N° 7 : autosurveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fréquences minimales de mesure des paramètres repris au chapitre 3.2 sont :</p> <p>Conduit N° A1 : Annuelle</p> <p>Conduit N° A2 : Annuelle</p> <p>Conduit N° A3 : Trimestrielle</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière surveillance des rejets atmosphériques date de 2017. A noter que les différents bains de traitement de surface ne sont pas captés. Les conduits A1 (traitement de surface) et A3 (galvanisation) correspondent à une extraction sur l'ensemble du bâtiment. Seul le conduit A2 (chauffage du bain de zinc correspond au rejet effectif des brûleurs gaz de maintien en température du bain de zinc.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : dossier de réexamen

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, transmission du dossier de réexamen
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3230 relative à la galvanisation et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives à la transformation des métaux ferreux (BREF FMP).</p> <p>Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de</p>

publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.
Constats : Le dossier de réexamen et le rapport de base n'ont pas été remis, alors qu'ils auraient dû l'être au 4 novembre 2023 (un an après la sortie du BREF FMP). L'exploitant n'a engagé aucune démarche pour élaborer ces deux documents, malgré un courrier que lui a transmis l'inspection des ICPE début 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : interdiction du brûlage à l'air libre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/12/2015, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.
Constats : Présence d'une zone de brûlage à l'arrière du bâtiment, dans une case à déchets bétonnée (présence de matière carbonisée, traces noires sur les murs de la case, présence de plastiques fondus...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suites
Proposition de délais : 0 jour